

*Article 31 du Règlement*

Je tiens néanmoins à réaffirmer mon appui à un certain nombre des modifications envisagées. Il y avait et il y a toujours place, selon moi, pour des améliorations. Exploitions au maximum l'occasion qui se présente. Faisons en sorte que la loi joue son rôle: donner à nos petites entreprises l'accès au financement dont elles ont besoin.

\* \* \*

### L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE NORD-AMÉRICAIN

**M. David Barrett (Esquimalt—Juan de Fuca):** Madame la Présidente, comme nous sommes sur le point d'amorcer la campagne électorale, c'est avec beaucoup d'appréhension que je prends la parole pour prévenir les Canadiens que le gouvernement est littéralement fini. Aux prochaines élections, il faudra faire des choix au sujet de certaines politiques. Nous connaissons la position du gouvernement sur l'ALENA et, maintenant, nous connaissons la position du Parti libéral sur cet accord.

Hier, les députés de LaSalle-Émard et Etobicoke-Nord, qui sont intervenus après le discours du chef de l'opposition, ont dit qu'un gouvernement libéral signerait probablement l'ALENA et essaierait de le modifier par la suite. C'est une attitude lâche, une trahison encore pire que ce que les conservateurs sont en train de faire.

\* \* \*

[Français]

### LE DÉPUTÉ DE SKEENA

**M. Clément Couture (Saint-Jean):** Madame la Présidente, face aux déclarations que le député néo-démocrate de Skeena a faites aux Américains concernant l'électricité du Québec et face à son attitude de refus de se rétracter et de faire cesser la diffusion du vidéo décrivant le projet Grande-Baleine, tous les Québécois et Québécoises jugent ses propos déplacés, sans fondement et inutiles pour l'avancement d'un meilleur environnement.

Le chef du Nouveau Parti démocratique s'est dissocié de ces propos, les qualifiant d'excessifs. Ceci entraînera sûrement le départ du député de Skeena de son parti et l'empêchera de présenter ses excuses aux Québécois et aux Québécoises.

Je demande donc au chef du Nouveau Parti démocratique, députée de Yukon, de bien vouloir, au nom de son

parti, présenter des excuses aux Québécois et aux Québécoises.

\* \* \*

[Traduction]

### LES PERSONNES ÂGÉES

**M. Mac Harb (Ottawa—Centre):** Madame la Présidente, je prends la parole aujourd'hui pour faire savoir à quel point je suis dégoûté de voir le gouvernement néo-démocrate de l'Ontario s'en prendre constamment aux personnes âgées.

Le Nouveau Parti démocratique projette d'imposer des frais aux personnes âgées qui vivent dans des immeubles à appartements pour des services d'entretien essentiels, par exemple le lavage extérieur des vitres et la peinture.

À mon avis, de pareilles positions sont répréhensibles et inacceptables.

La dernière mesure prise à leur détriment par les néo-démocrates consiste à enlever les téléphones publics dans les halls d'entrée d'immeubles ou de foyers pour personnes âgées. Dans bien des cas, il n'y a plus de téléphone public dans des tours d'habitation où vivent des centaines de personnes âgées. Cette mesure fera apparemment économiser 18 000 \$ par année dans l'ensemble de la région de la capitale nationale. En retirant ces téléphones, les néo-démocrates mettent en jeu la sécurité des personnes âgées. Si le NPD tient malgré tout à retirer ces téléphones, quand installera-t-il une forme quelconque de ligne téléphonique de secours pour ces personnes âgées?

Ce n'est qu'un exemple de plus de la mauvaise gestion du gouvernement néo-démocrate. Il doit y avoir une meilleure façon. . .

**Mme le vice-Président:** Je regrette, mais le temps de parole du député est écoulé.

\* \* \*

### L'ÉCONOMIE

**M. John A. MacDougall (Timiskaming—French River):** Madame la Présidente, le chef du Parti libéral a exposé hier son programme économique à l'Empire Club de Toronto.

Résultat, au lieu de dormir sur leurs deux oreilles la nuit dernière, les Canadiens ont fait des cauchemars parce qu'ils se souvenaient de ce député du temps où son parti était au pouvoir et des mesures de gel des salaires à 6 et 5 p. 100 et de contrôle des prix. Ils n'ont pas oublié sa promesse de ne pas taxer l'essence. On sait ce qui est arrivé.